

## TITRE III. — Police des pêches

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'infractions aux articles 10 à 12, aux articles 14 à 27, ainsi qu'aux limitations apportées aux licences de pêche, la licence de pêche qui a été délivrée au navire de pêche peut être retirée pour une période de cinq jours consécutifs au minimum.

La période de retrait de la licence de pêche entre en vigueur le troisième jour suivant celui de la notification du retrait de la licence de pêche par pli recommandé par le service au propriétaire du navire de pêche concerné. Pendant cette période le navire de pêche doit être inactif dans un port de pêche belge. Le nombre maximum de jours de navigation, comme prévus dans l'article 12, est diminué par le nombre de jours de retrait de la licence de pêche.

§ 2. Si les possibilités de capture allouées, telles que prévues aux articles 14 à 20, sont dépassées par un navire de pêche, le dépassement multiplié par un coefficient de 1,2 est déduit des possibilités de captures qui seront allouées au navire de pêche pour la même période durant l'année 2015.

**Art. 30.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux limitations apportées aux licences de pêche sont recherchées, constatées et punies, conformément aux dispositions du décret du 28 juin 2013 relatif à la politique de l'agriculture et de la pêche.

## TITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 31.** L'arrêté ministériel du 23 décembre 2011 portant des mesures complémentaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés du 11 avril 2012, 11 mai 2012, 5 juillet 2012, 29 octobre 2012 et 27 novembre 2012 est abrogé.

**Art. 32.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et cessera d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 à l'exception des articles 10, 11, 13, 29 et 30.

Bruxelles, le 18 décembre 2013.

Le ministre flamand de l'Economie, de la Politique Extérieure, de l'Agriculture et de la Politique de la Ruralité,  
K. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/207327]

**28 NOVEMBRE 2013. — Décret portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I. (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé, sous la dénomination « Agence pour l'Entreprise et l'Innovation », en abrégé : « A.E.I. », ci-après dénommée « la société », une société anonyme de droit public dont le siège social est situé en Région wallonne.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret, la société est soumise aux dispositions du Code des sociétés.

La loi du 8 août 1997 sur les faillites, la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire et les articles 633, 634 et 645 du Code des sociétés ne sont pas applicables à la société.

§ 2. La société a pour objet d'être l'opérateur désigné par la Région wallonne pour offrir des services efficaces d'appui et d'accompagnement au développement économique, technologique et numérique de la Wallonie. Pour ce faire, elle structure, pilote et évalue un réseau d'opérateurs intégré, lisible et visible. Ce faisant, la société favorise l'entrepreneuriat, la croissance et l'innovation, dans le respect des compétences spécifiques attribuées à ses filiales, aux autres sociétés de droit public, Agences, organes ou services du Gouvernement ressortissant de la Wallonie.

Dans ce cadre, la société accompagne et appuie les entreprises dans leur stratégie d'innovation et de créativité en soutenant leur développement et, notamment par l'intermédiaire de sa filiale l'Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication (A.W.T.I.C.), elle contribue à faire de la Wallonie une terre d'excellence numérique.

La société a, notamment, pour missions de :

1° traduire les priorités du Gouvernement dans des plans d'actions intégrés qui ont pour objectif de préciser les services fournis aux entreprises et dans des contrats d'objectifs et en assurer le suivi et l'évaluation;

2° organiser le suivi administratif et financier pour le financement public des plans intégrés et contrats d'objectifs;

3° exécuter les missions qui lui sont déléguées, en rapport avec son objet social, par décret ou par le Gouvernement;

4° rendre des avis et des recommandations à l'attention du Gouvernement, d'initiative ou sur demande;

5° exercer un rôle de veille et d'observatoire dans le cadre de ses missions;

6° organiser un réseau d'acteurs publics et privés (opérateurs) efficace, ouvert, basé sur la confiance et les partenariats et structuré par un ensemble de processus;

7° définir et mettre à disposition du réseau toutes méthodologies, outils et expériences pilotes, en particulier en matière de veille et d'observation, nécessaires pour atteindre la mise en œuvre des plans intégrés;

8° fournir les informations nécessaires pour l'évaluation des politiques publiques;

9° gérer tout ou partie de dispositifs d'aides selon les modalités fixées par décret ou par le Gouvernement;

10° renforcer la professionnalisation des opérateurs;

11° mettre en place un tableau de bord de suivi du réseau des opérateurs, leur fixer des objectifs à atteindre et évaluer leur performance;

12° améliorer l'accessibilité aux services et compétences offerts par les opérateurs et aux aides gérées en tout ou partie par l'Agence, pour répondre aux besoins des publics cibles;

13° proposer et mettre en œuvre des actions pilotes innovantes;

14° assurer et coordonner la communication globale de la société, en ce compris celle de ses filiales.

Les opérations de la société relatives aux missions déléguées sont présentées de manière distincte dans ses comptes.

§ 3. La société est habilitée à recevoir, collecter et détenir des données relatives aux entreprises, aux technologies et à l'innovation en général tant pour lui permettre d'exercer ses missions qu'afin de réduire les charges pesant sur les usagers qui en dépendent.

§ 4. La société peut constituer toute société filiale sous la forme de société anonyme de droit public dont elle détient en tout temps, directement ou indirectement, la majorité des titres représentatifs du capital, après accord du Gouvernement.

Les filiales ont pour mission de réaliser l'objet social défini par leurs statuts et qui peut comprendre les missions qui lui sont déléguées par décret ou arrêté du Gouvernement en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique de stimulation économique et technologique.

Les filiales sont des sociétés publiques constituées sous la forme de société anonyme qui respectent les principes du présent décret. Pour tout ce qui n'est pas réglé par ou en vertu du présent décret ou par leurs statuts, les règles relatives aux sociétés commerciales leur sont applicables et leurs actes sont réputés commerciaux.

La société a notamment pour filiale la société anonyme de droit public dénommée « Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication », en abrégé: « A.W.T.I.C. », qui se substitue à l'Agence wallonne des Télécommunications.

§ 5. La société peut participer au capital de toute autre société ayant un objet analogue ou connexe au sien, après accord du Gouvernement.

**Art. 2.** Les statuts de la société et de ses filiales ainsi que leurs modifications sont adoptés par l'assemblée générale et soumis à l'approbation du Gouvernement.

La société et ses filiales ne peuvent être mises en liquidation ou dissoutes que par décret.

**Art. 3.** La relation entre la société et son personnel est de nature contractuelle.

## CHAPITRE II. — *Actionnariat et capital*

**Art. 4.** La société a pour actionnaires :

1° la Région wallonne;

2° la Société régionale d'Investissement de Wallonie;

3° la Société wallonne de Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises.

Sans préjudice des dispositions statutaires ou d'une décision contraire du conseil d'administration, toute personne morale est admise à prendre des participations dans le capital de la société. La prise de participation ne peut à aucun moment porter atteinte à la participation majoritaire de la Région wallonne dans le capital de la société. Cette prise de participation est soumise à l'accord du Gouvernement.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le montant du capital social de la société est de 67.500 euros et est entièrement libéré.

Les actions sont nominatives.

§ 2. Le capital est en tout temps détenu majoritairement par l'actionnaire désigné à l'article 4, 1°.

§ 3. La société peut émettre des obligations.

## CHAPITRE III. — *Organisation*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Organes*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La société est administrée par un conseil d'administration composé de treize membres maximum, répartis comme suit :

1° sept administrateurs dont le président, proposés et désignés par le Gouvernement;

2° trois administrateurs issus du monde des entreprises, dont une vice-présidence, désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations représentatives des employeurs du Conseil économique et social de Wallonie;

3° trois administrateurs extérieurs, dont une vice-présidence, désignés par le Gouvernement pour leurs expériences professionnelles ou académiques qui représentent chacun des trois domaines suivants :

a) le développement économique, l'innovation non technologique et l'économie créative;

b) la stimulation technologique et la recherche;

c) les technologies de l'information et de la communication et le numérique.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, tout actionnaire détenant au moins cinq pourcent du capital social peut proposer à l'assemblée générale la nomination d'un administrateur supplémentaire.

Les administrateurs représentant la Région wallonne doivent être en tout temps majoritaires au sein du conseil d'administration.

Les administrateurs sont révoqués par l'assemblée générale moyennant accord du Gouvernement.

Les administrateurs sont nommés pour un terme de cinq ans. En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, un remplaçant est désigné pour poursuivre le mandat jusqu'au terme de celui-ci.

§ 2. La qualité de membre du conseil d'administration de la société est incompatible avec la qualité de membre du personnel.

La fonction de directeur général est incompatible avec celle d'administrateur de la société.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Il est institué au sein de la société un comité de rémunération et un comité de direction.

§ 2. Le comité de rémunération a pour mission de fixer contractuellement la rémunération individuelle des membres du comité de direction et d'émettre des recommandations quant au montant des rémunérations et des avantages quelconques attribués aux cadres de la société.

Le comité de rémunération est composé de maximum cinq administrateurs dont le président.

Le comité de rémunération est présidé par le président du conseil d'administration.

Le président du comité de direction assiste aux réunions du comité de rémunération, sauf pour les dossiers où sa situation personnelle est examinée.

§ 3. Le comité de direction est chargé de la direction de la société et effectue tous les actes nécessaires ou utiles pour l'exécution des missions visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, ou confiées par le Gouvernement.

Le comité de direction est composé du directeur général et de ses adjoints. Le comité de direction est un organe collégial. Les responsables de services peuvent être invités aux réunions du comité de direction.

Le comité de direction est présidé par un directeur général qui assume la gestion journalière de la société et qui est désigné pour une période de cinq ans renouvelable.

Le directeur général est désigné par le conseil d'administration sur avis conforme du Gouvernement.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Il est institué, au sein de la société, un comité technique, dont les membres sont désignés pour cinq ans. Ce comité est chargé de remettre des avis sur demande du conseil d'administration ou d'initiative sur les domaines concernant les activités de la société.

Son avis est également sollicité sur le contrat de gestion.

§ 2. Ce comité est désigné par le Gouvernement et est composé :

1° d'un représentant proposé par Wallonie-Développement;

2° d'un représentant proposé par le Groupement d'intérêt économique des Centres d'entreprise et d'innovation;

3° d'un représentant proposé par les Chambres de Commerce et d'Industrie de Wallonie;

4° d'un représentant proposé par l'Entente wallonne des Classes moyennes;

5° d'un représentant, issu des Instituts de recherche, proposé par WAL-TECH;

6° d'un représentant d'Innovatech;

7° d'un représentant de LIEU;

8° d'un représentant de l'Agence wallonne à l'Exportation;

9° d'un représentant du FOREm;

10° d'un représentant de l'IFAPME;

11° d'un membre proposé par la DGO6 et représentant les Départements du Développement technologique et des Programmes de recherche;

12° d'un membre proposé par la DGO6 et représentant les Départements du développement économique et de la Compétitivité et de l'Innovation.

Le directeur général de la société ainsi que le directeur général de l'A.W.T.I.C., ou leur représentant, assistent au comité technique.

En fonction de l'ordre du jour de la réunion, des experts externes peuvent également être invités.

Les administrateurs sont informés des avis formulés par le comité technique.

**Art. 9.** Un comité d'orientation est institué auprès du conseil d'administration.

Il est chargé d'établir une concertation avec les partenaires sociaux en ce qui concerne la société et ses filiales.

Il est composé des membres du comité de direction et des représentants des organisations syndicales représentées au bureau du Conseil économique et social de Wallonie.

#### Section 2. — Personnel

**Art. 10.** Les membres du personnel de la société et de ses filiales ont droit, dans le cas et selon les modalités fixées dans le règlement de travail, à un congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.

#### Section 3. — Ressources financières

**Art. 11.** Les ressources financières de la société proviennent de :

1° subventions à charge du budget de la Région wallonne;

2° subventions de personnes morales de droit public;

3° dotations;

4° produits de ses activités et de son patrimoine;

5° dons et legs.

La société peut accepter des libéralités, recevoir des subventions des pouvoirs publics et poursuivre en son nom, moyennant autorisation du Gouvernement, des expropriations pour cause d'utilité publique.

#### Section 4. — Contrat de gestion

**Art. 12.** La société et ses filiales exercent leurs missions selon les modalités définies dans un contrat de gestion conclu entre elle et le Gouvernement.

#### Section 5. — Contrôle et rapport d'activités

**Art. 13.** Le Gouvernement désigne, dans la société et ses filiales, deux commissaires du Gouvernement.

La rémunération de ces commissaires est prise en charge par la société.

**Art. 14.** Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations de la société et de ses filiales est confié à un collège de commissaires-réviseurs de maximum trois membres, nommé par l'assemblée générale.

**Art. 15.** Le conseil d'administration de la société établit, chaque année, dans le courant du premier semestre, un rapport d'activités de l'année précédente.

Il soumet ce rapport au Conseil économique et social de Wallonie et au Conseil wallon de la Politique scientifique, qui font part, de manière conjointe, de leurs observations dans les trente jours.

Le rapport, accompagné des observations de ces Conseils, est transmis par le Gouvernement au Parlement.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives*

**Art. 16.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, le point 12<sup>o</sup> « Agence wallonne des Télécommunications » est supprimé.

**Art. 17.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif au statut d'administrateur public, au 2<sup>o</sup>, les termes « l'Agence wallonne des Télécommunications » sont remplacés par les termes « l'Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication ».

A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 34<sup>o</sup>, du même décret, les termes « Agence de Stimulation économique » sont remplacés par les termes « l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation ».

A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même décret, le point 35<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 18.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, au 2<sup>o</sup>, les termes « Agence wallonne des Télécommunications » sont remplacés par les termes « l'Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication ».

A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les points 33<sup>o</sup> et 34<sup>o</sup> sont abrogés.

**Art. 19.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, modifié par les décrets du 18 décembre 2003 et du 1<sup>er</sup> avril 2004, les termes « l'Agence wallonne des Télécommunications » sont remplacés par les termes « l'Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication ».

A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du même décret, les termes « l'Agence de Stimulation économique et l'Agence de Stimulation technologique » sont remplacés par les termes « l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation ».

**Art. 20.** Au décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activité au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation au moyen de bourses innovation, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'article 7, alinéa 2, les termes « Agence de Stimulation économique » sont remplacés par les termes « Agence pour l'Entreprise et l'Innovation »;

2<sup>o</sup> à l'article 14, § 2, 2<sup>o</sup>, les termes « Agence de Stimulation économique » sont remplacés par les termes « Agence pour l'Entreprise et l'Innovation »;

3<sup>o</sup> à l'article 14, § 2, 4<sup>o</sup>, les termes « Agence de Stimulation économique » sont remplacés par les termes « Agence pour l'Entreprise et l'Innovation ».

**Art. 21.** A l'article 13 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux Actions prioritaires pour l'avenir wallon, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les termes « A.S.E » sont remplacés par les termes « Agence pour l'Entreprise et l'Innovation »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les structures locales de coordination sont les interlocuteurs et les relais locaux privilégiés du Gouvernement et de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation dans la mise en œuvre et le développement de la politique de stimulation économique de la Région. Elles exécutent les missions d'information, d'animation et d'accompagnement de proximité auprès des entreprises de leur ressort. Dans ce cadre, elles mettent en œuvre les actions entrant dans le champ d'application de la stimulation économique, c'est-à-dire l'ensemble des actions publiques de mise en valeur et de développement des potentialités endogènes d'une collectivité territoriale tant au plan économique qu'industriel. »

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 22.** Le présent décret abroge le chapitre premier, à l'exclusion de son article 13, et le chapitre II du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux Actions prioritaires pour l'avenir wallon.

**Art. 23.** Le présent décret abroge le décret du 25 février 1999 créant l'Agence wallonne des Télécommunications, modifié par le décret du 18 décembre 2003 et du 30 avril 2009.

CHAPITRE VI. — *Transfert des droits et obligations*

**Art. 24.** A dater de la publication au *Moniteur belge* de l'acte portant absorption de l'Agence de Stimulation économique et de l'Agence de Stimulation technologique par l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, l'ensemble des droits et obligations des sociétés Agence de Stimulation économique et Agence de Stimulation technologique sont transférés de plein droit, en ce compris l'ensemble des subsides et apports publics, à la société.

De même, l'ensemble des droits et obligations sociales, dont de manière non exhaustive le transfert automatique des contrats de travail en cours d'exécution et le maintien des droits et avantages des travailleurs transférés, sont également repris à cette même date.

Le transfert des droits et obligations de l'Agence de Stimulation économique et de l'Agence de Stimulation technologique à la société est opposable aux tiers sans autre formalité à cette même date.

**Art. 25.** A dater de la publication au *Moniteur belge* de l'acte portant constitution de l'Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication, l'ensemble des droits et obligations de l'Agence wallonne des Télécommunications sont transférés de plein droit, en ce compris l'ensemble des subsides et apports publics, à la société anonyme de droit public « Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication ».

De même, l'ensemble des droits et obligations sociales, dont de manière non exhaustive le transfert automatique des contrats de travail en cours d'exécution et le maintien des droits et avantages des travailleurs transférés, sont également repris à cette même date.

Le transfert des droits et obligations de l'Agence wallonne des Télécommunications à l'Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication est opposable aux tiers sans autre formalité à cette même date.

CHAPITRE VII. — *Entrée en vigueur*

**Art. 26.** Les articles 16, 17, alinéa 1<sup>er</sup>, 18, alinéa 1<sup>er</sup>, et 19, alinéa 1<sup>er</sup>, entrent en vigueur à la date de la publication au *Moniteur belge* de l'acte portant constitution de l'Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication.

**Art. 27.** Les articles 17, alinéa 2, 18, alinéa 2, 19, alinéa 2, 20 et 21, entrent en vigueur à la date de la publication au *Moniteur belge* de l'acte portant absorption de l'Agence de Stimulation économique et de l'Agence de Stimulation technologique par l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation.

**Art. 28.** L'article 22 entre en vigueur à la date de la publication au *Moniteur belge* de l'acte portant absorption de l'Agence de Stimulation économique et de l'Agence de Stimulation technologique par l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation.

**Art. 29.** L'article 23 entre en vigueur à la date de la publication au *Moniteur belge* de l'acte portant la constitution de l'Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement wallon*, 876 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 27 novembre 2013.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/207327]

#### 28. NOVEMBER 2013 — Dekret zur Einrichtung der Agentur für Unternehmen und Innovation, kurz A.U.I. (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

##### KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1 - § 1.** Unter der Bezeichnung "Agentur für Unternehmen und Innovation", kurz "A.U.I.", nachstehend "die Gesellschaft" genannt, wird eine Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts mit Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region gegründet.

Für alle Angelegenheiten, die nicht durch das vorliegende Dekret geregelt werden, sind die Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften anwendbar.

Das Gesetz vom 8. August 1997, das Gesetz vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich und die Artikel 633, 634 und 645 des Gesetzbuches über die Gesellschaften finden keine Anwendung auf die Gesellschaft.

§ 2. Zweck der Gesellschaft ist es, als die von der Wallonischen Region bezeichnete Einrichtung effiziente Dienstleistungen zur Unterstützung und Begleitung im Bereich der wirtschaftlichen, technologischen und digitalen Entwicklung der Wallonie anzubieten. Zu diesem Zweck strukturiert, leitet und bewertet sie ein integriertes, verständliches und sichtbares Netz von Operatoren. Dabei fördert die Gesellschaft das Unternehmertum, das Wachstum und die Innovation unter Beachtung der spezifischen Zuständigkeiten, die ihren Tochtergesellschaften, den anderen Gesellschaften öffentlichen Rechts, Agenturen, Organen oder Dienststellen der Regierung, die sich in der Wallonie befinden, anvertraut worden sind.

In diesem Rahmen begleitet und unterstützt die Gesellschaft die Unternehmen bei der Umsetzung von innovativen und kreativen Strategien, indem sie ihre Entwicklung fördert. Über ihre Tochtergesellschaft, der "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication (A.W.T.I.C.)" (Wallonische Agentur der Informations- und Kommunikationstechnologien) trägt sie insbesondere dazu bei, die Wallonie in einen herausragenden digitalen Wirtschaftsstandort zu verwandeln.

Die Gesellschaft verfolgt insbesondere folgende Ziele:

1° die Prioritäten der Regierung einerseits in integrierte Aktionspläne, welche darauf abzielen, die den Unternehmen gebotenen Dienstleistungen zu erläutern, und andererseits in Zielsetzungsverträge, die es zu überwachen und zu bewerten gilt, umsetzen;

2° die verwaltungsmäßigen und finanziellen Folgemaßnahmen für die öffentliche Finanzierung der integrierten Pläne und der Zielsetzungsverträge organisieren;

3° die ihr per Dekret oder durch die Regierung anvertrauten und im Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck stehenden Aufgaben ausführen;

4° der Regierung in eigener Initiative oder auf Anfrage Gutachten und Empfehlungen erteilen;

5° im Rahmen ihrer Aufgaben eine Rolle als Überwachungs- und Beobachtungseinrichtung wahrnehmen;

6° ein Netzwerk von öffentlichen und privaten Akteuren (sogenannten Operatoren) schaffen, das effizient und offen ist, sowie auf gegenseitigem Vertrauen und Partnerschaften basiert, und das durch eine Reihe von Vorgängen strukturiert wird;

7° insbesondere auf dem Gebiet der Überwachung und Beobachtung alle Methodologien, Instrumente und Erfahrungen aus Modellstudien, die notwendig sind, um die integrierten Pläne zu verwirklichen, definieren und dem Netz zur Verfügung stellen;

8° alle für die Beurteilung der öffentlichen Politik notwendigen Informationen bereitstellen;

9° nach den per Dekret oder durch die Regierung festgelegten Modalitäten alle Beihilfemechanismen oder einen Teil davon verwalten;

10° die Professionalisierung der Operatoren stärken;

11° eine Übersichtstabelle für die Betreuung des Netzes der Operatoren einführen, die zu erreichenden Ziele dieser Operatoren definieren und ihre Leistung beurteilen;

12° die Zugänglichkeit zu den von den Operatoren angebotenen Dienstleistungen und Kompetenzen und den ganz oder teilweise von der Agentur verwalteten Hilfen verbessern, um auf die Bedürfnisse des Zielpublikums einzugehen;

13° innovative Pilotmaßnahmen vorschlagen und verwirklichen;

14° die globale Kommunikation der Gesellschaft gewährleisten und koordinieren, einschließlich die der Tochtergesellschaften.

Die Verrichtungen der Gesellschaft in Zusammenhang mit den Vertretungsaufträgen werden in ihren Büchern getrennt ausgewiesen.

§ 3. Die Gesellschaft ist befugt, Daten über die Unternehmen, die Technologien und die Innovation allgemein zu beziehen, zu sammeln und zu besitzen, sowohl um ihr zu ermöglichen, ihre Aufgaben wahrzunehmen, als auch um die Lasten der von ihr abhängenden Nutzer zu verringern.

§ 4. Nach Zustimmung der Regierung kann die Gesellschaft jegliche Tochtergesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts gründen, deren Mehrheit der Anteile am Gesellschaftskapital sie jederzeit direkt oder indirekt hält.

Die Aufgabe der Tochtergesellschaften besteht darin, den in ihren Satzungen festgelegten Gesellschaftszweck, der die ihnen im Rahmen eines Dekrets oder eines Erlasses der Regierung übertragenen Aufgaben umfassen kann, zu verwirklichen, um zu der Umsetzung der Politik der wirtschaftlichen und technologischen Belegung beizutragen.

Bei den Tochtergesellschaften handelt es sich um Aktiengesellschaften öffentlichen Rechts, die die Grundsätze des vorliegenden Dekrets beachten. Für alle Fragen, die nicht durch oder kraft des vorliegenden Dekrets oder durch ihre Satzungen geregelt werden, finden die Gesetze über die Handelsgesellschaften auf sie Anwendung und gelten ihre Rechtshandlungen als Handelsgeschäfte.

Eine der Tochtergesellschaften der Gesellschaft ist die Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication (A.W.T.I.C.)" (Wallonische Agentur der Informations- und Kommunikationstechnologien), die die "Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur) ersetzt.

§ 5. Nach Zustimmung der Regierung kann die Gesellschaft sich am Kapital jeder sonstigen Gesellschaft beteiligen, deren Zweck ihrem eigenen Zweck ähnlich oder mit ihm verknüpft ist.

**Art. 2 -** Die Satzungen der Gesellschaft und ihrer Tochtergesellschaften sowie ihre Abänderungen werden von der Generalversammlung angenommen und unterliegen der Zustimmung der Wallonischen Regierung.

Die Gesellschaft und ihre Tochtergesellschaften können nur per Dekret Gegenstand eines Liquidationsverfahrens sein oder aufgelöst werden.

**Art. 3 -** Das Verhältnis zwischen der Gesellschaft und ihrem Personal ist vertraglicher Art.

## KAPITEL II — Aktionariat und Kapital

**Art. 4 -** Die Gesellschaft hat als Aktionäre:

1° die Wallonische Region;

2° die "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie);

3° die "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe).

Unbeschadet der Bestimmungen der Satzungen oder einer anderslautenden Entscheidung des Verwaltungsrats darf jede juristische Person sich am Kapital der Gesellschaft beteiligen. Die Kapitalbeteiligung darf zu keinem Zeitpunkt die mehrheitliche Beteiligung der Wallonischen Region an dem Kapital der Gesellschaft gefährden. Der Erwerb von Anteilen unterliegt der Zustimmung der Regierung.

**Art. 5 - § 1.** Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf 67.500 Euro und wird völlig eingezahlt.

Bei den Anteilen handelt es sich um Namensaktien.

§ 2. Die Mehrheit im Gesellschaftskapital wird jederzeit von dem in Artikel 4, 1° genannten Aktionär gehalten.

§ 3. Die Gesellschaft kann Schuldverschreibungen ausgeben.

## KAPITEL III — Organisation

### Abschnitt 1 — Organe

**Art. 6 - § 1.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus dreizehn Mitgliedern zusammensetzt, die sich wie folgt verteilen:

1° sieben Verwalter, unter denen sich der Vorsitzende befindet, die von der Regierung vorgeschlagen und bezeichnet werden;

2° drei Verwalter aus dem Unternehmertum, unter denen sich die stellvertretende Vorsitzende befindet, die auf Vorschlag der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen des "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie) von der Regierung bezeichnet werden;

3° drei externe Verwalter, unter denen sich eine stellvertretende Vorsitzende befindet, die von der Regierung aufgrund ihrer beruflichen oder akademischen Erfahrung bezeichnet werden, und die jeden der drei folgenden Bereiche vertreten:

a) die wirtschaftliche Entwicklung, die nicht technologische Innovation und die kreative Wirtschaft;

b) die technologische Belegung und die Forschung;

c) die Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) und die digitalen Technologien.

In Abweichung von Absatz 1 ist jeder Aktionär, der über wenigstens fünf v.H. des Gesellschaftskapitals verfügt, dazu ermächtigt, der Generalversammlung die Bezeichnung eines zusätzlichen Verwalters vorzuschlagen.

Die die Wallonische Region vertretenden Verwalter müssen innerhalb des Verwaltungsrates jederzeit mehrheitlich vertreten sein.

Die Verwalter dürfen nur mit der Zustimmung der Regierung von der Generalversammlung abberufen werden.

Die Verwalter werden für einen Zeitraum von fünf Jahren benannt. Wenn das Mandat eines Verwalters frei wird, wird in Stellvertreter bezeichnet, der dieses Mandat zu Ende führt.

§ 2. Die Eigenschaft eines Mitglieds des Verwaltungsrates der Gesellschaft ist unvereinbar mit der Eigenschaft eines Personalmitglieds.

Das Amt des Generaldirektors ist unvereinbar mit dem Amt eines Verwalters der Gesellschaft.

**Art. 7 - § 1.** Innerhalb der Gesellschaft werden ein Entlohnungsausschuss und ein Direktionsausschuss eingerichtet.

§ 2. Der Entlohnungsausschuss hat die Aufgabe, im Rahmen eines Vertragsverhältnisses die individuelle Entlohnung der Mitglieder des Direktionsausschusses festzulegen und Empfehlungen zu der Höhe der Entlohnungen und zu jeglichen Vorteilen, die dem Führungspersonal der Gesellschaft gewährt werden, zu äußern.

Der Entlohnungsausschuss wird aus höchstens fünf Verwaltern gebildet, unter denen sich der Vorsitzende befindet.

Den Vorsitz des Entlohnungsausschusses übernimmt der Vorsitzende des Verwaltungsrats.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates nimmt an den Sitzungen des Entlohnungsausschusses teil, es sei denn, es werden Akten geprüft, die seine persönliche Lage betreffen.

§ 3. Der Direktionsausschuss ist mit der Führung der Gesellschaft beauftragt. Er führt alle Handlungen aus, die für die Verwirklichung der in Artikel 1, 2 angeführten Aufgaben notwendig oder zweckdienlich sind, oder die ihm durch die Regierung anvertraut worden sind.

Der Direktionsausschuss besteht aus dem Generaldirektor und seinen Stellvertretern. Die Mitglieder des Direktionsausschusses bilden ein Kollegium. Die Verantwortlichen der Dienststellen können zu den Sitzungen des Direktionsausschusses vorgeladen werden.

Der Direktionsausschuss steht unter dem Vorsitz des Generaldirektors, der die alltägliche Verwaltung der Gesellschaft übernimmt und der für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren bezeichnet wird.

Der Generaldirektor wird nach Zustimmung der Regierung durch den Direktionsausschuss bezeichnet.

**Art. 8 - § 1.** Innerhalb der Gesellschaft wird ein technischer Ausschuss eingerichtet, dessen Mitglieder für fünf Jahren bezeichnet werden. Dieser Ausschuss hat die Aufgabe, auf Antrag des Verwaltungsrates oder auf Initiative Gutachten zu den Themenbereichen, die die Aktivitäten der Gesellschaft betreffen, abzugeben.

Sein Gutachten wird ebenfalls zu dem Verwaltungsvertrag eingeholt.

§ 2. Dieser Ausschuss besteht aus den folgenden von der Regierung bezeichneten Mitgliedern :

- 1° ein Vertreter auf Vorschlag von "Wallonie-Développement";
- 2° ein Vertreter auf Vorschlag der wirtschaftlichen Interessenvereinigung "Centres d'entreprise et d'innovation";
- 3° ein Vertreter auf Vorschlag der Industrie- und Handelskammern der Wallonie;
- 4° ein Vertreter auf Vorschlag von "Entente wallonne des Classes moyennes" (Wallonischer Verband des Mittelstandes);
- 5° ein Vertreter der Forschungseinrichtungen auf Vorschlag von "WAL-TECH";
- 6° ein Vertreter von Innovatech;
- 7° ein Vertreter von LIEU;
- 8° ein Vertreter der "Agence wallonne à l'exportation" (Wallonische Exportagentur);
- 9° einem Vertreter des FOREm;
- 10° ein Vertreter der IFAPME;
- 11° ein Vertreter auf Vorschlag der OGD6, der die Abteilung technologische Entwicklung und die Abteilung Forschungsprogramme vertritt;
- 12° ein Vertreter auf Vorschlag der OGD6, der die Abteilung wirtschaftliche Entwicklung und die Abteilung Konkurrenzfähigkeit und Innovation vertritt;

Der Generaldirektor der Gesellschaft sowie der Generaldirektor der A.W.T.I.C. oder ihr Vertreter wohnen den Sitzungen des technischen Ausschusses bei.

Je nach Tagesordnung der Sitzung können externe Sachverständige ebenfalls eingeladen werden.

Die Verwalter werden von den Gutachten des technischen Ausschusses in Kenntnis gesetzt.

**Art. 9 -** Innerhalb des Verwaltungsrates wird ein Orientierungsausschuss eingerichtet.

Er wird damit beauftragt, eine Konzertierung mit den Sozialpartnern einzuleiten, was die Gesellschaft und ihre Tochtergesellschaften betrifft.

Er setzt sich aus den Mitgliedern des Direktionsausschusses und den Stellvertretern der im Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonie vertretenen Gewerkschaftsorganisationen zusammen.

#### Abschnitt 2 — Personal

**Art. 10 -** Die Mitglieder des Personals der Gesellschaft und deren Tochtergesellschaften haben in den in der Arbeitsregelung bestimmten Fällen und unter Einhaltung der dort festgelegten Modalitäten ein Anrecht auf einen politischen Urlaub zwecks Ausübung eines politischen Mandats oder eines Amtes, das ihm gleichgestellt werden kann.

*Abschnitt 3 — Finanzielle Einnahmen*

**Art. 11** - Die Gesellschaft bezieht ihre Einnahmen aus :

- 1° Zuschüssen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region;
- 2° Zuschüssen von juristischen Personen öffentlichen Rechts;
- 3° Dotationen;
- 4° Erträgen aus ihren Aktivitäten und ihrem Vermögen;
- 5° Spenden und Vermächtnissen.

Die Gesellschaft kann Schenkungen annehmen, Zuschüsse von den Behörden erhalten und mit der Zustimmung der Wallonischen Regierung in ihrem Namen Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit vornehmen.

*Abschnitt 4 — Verwaltungsvertrag*

**Art. 12** - Die Gesellschaft und ihre Tochtergesellschaften üben ihre Aufgaben gemäß den in dem zwischen ihr und der Regierung abgeschlossenen Verwaltungsvertrag festgelegten Modalitäten aus.

*Abschnitt 5 — Kontrolle und Tätigkeitsbericht*

**Art. 13** - Die Regierung bezeichnet innerhalb der Gesellschaft und der Tochtergesellschaften zwei Regierungskommissare.

Die Entlohnung dieser Kommissare geht zu Lasten der Gesellschaft.

**Art. 14** - Die Kontrolle der Finanzlage, der Jahresabschlüsse und der Ordnungsgemäßheit der Verrichtungen der Gesellschaft und ihrer Tochtergesellschaften wird einem Kollegium von höchstens drei Rechnungsprüfern anvertraut, die von der Generalversammlung ernannt werden.

**Art. 15** - Der Verwaltungsrat der Gesellschaft erstellt jedes Jahr im Laufe des ersten Semesters einen Tätigkeitsbericht des Vorjahres.

Er unterbreitet diesen Bericht dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie und dem Wallonischen Rat für die Wissenschaftspolitik, die innerhalb von dreißig Tagen gemeinsam ihre Bemerkungen mitteilen.

Die Regierung übermittelt dem Parlament den Bericht zusammen mit den Bemerkungen dieser Räte.

*KAPITEL IV — Abänderungsbestimmungen*

**Art. 16** - In Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, wird Punkt 12° *Agence wallonne des Télécommunications* (Wallonische Telekommunikationsagentur) gestrichen.

**Art. 17** - In Artikel 3, § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters werden in Punkt 2° die Wörter *Agence wallonne des Télécommunications* (Wallonische Telekommunikationsagentur) durch die Wörter *Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication* (Wallonische Agentur der Informations- und Kommunikationstechnologien) ersetzt.

In Artikel 3, § 1, 34° desselben Dekrets werden die Wörter *Agence de Stimulation économique* (Agentur für die Wirtschaftsbelebung) durch die Wörter *Agence pour l'Entreprise et l'Innovation* (Agentur für Unternehmen und Innovation) ersetzt.

In Artikel 3, § 1 desselben Dekrets wird der Punkt 35° außer Kraft gesetzt.

**Art. 18** - In Artikel 3, § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses werden in Punkt 2° die Wörter *Agence wallonne des Télécommunications* (Wallonische Telekommunikationsagentur) durch die Wörter *Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication* (Wallonische Agentur der Informations- und Kommunikationstechnologien) ersetzt.

In Artikel 3, § 1 desselben Dekrets werden die Punkte 33° und 34° außer Kraft gesetzt.

**Art. 19** - In Artikel 1, § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, abgeändert durch die Dekrete vom 18. Dezember 2003 und vom 1. April 2004, werden die Wörter *Agence wallonne des Télécommunications* (Wallonische Telekommunikationsagentur) durch die Wörter *Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication* (Wallonische Agentur der Informations- und Kommunikationstechnologien) ersetzt.

In Artikel 1, § 2 desselben Dekrets werden die Wörter *Agence de Stimulation économique* (Agentur für die Wirtschaftsbelebung) und *Agence de Stimulation technologique* (Agentur für die technologische Belebung) durch die Wörter *Agence pour l'Entreprise et l'Innovation* (Agentur für Unternehmen und Innovation) ersetzt.

**Art. 20** - In dem Dekret vom 15. Juli 2008 zur Förderung der Schaffung von Aktivitäten mittels Vorstartbeihilfen und zur Unterstützung der Innovation in Unternehmen mittels Innovationsbörsen werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 7, Absatz 2 werden die Wörter *Agence de Stimulation économique* (Agentur für die Wirtschaftsbelebung) durch die Wörter *Agence pour l'Entreprise et l'Innovation* (Agentur für Unternehmen und Innovation) ersetzt.

2° in Artikel 14, § 2, 2° werden die Wörter *Agence de Stimulation économique* durch die Wörter *Agence pour l'Entreprise et l'Innovation* ersetzt.

3° in Artikel 14, § 2, 4° werden die Wörter *Agence de Stimulation économique* durch die Wörter *Agence pour l'Entreprise et l'Innovation* ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 13 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft werden folgende Abänderungen vorgenommen :

1° die Buchstaben "A.S.E" werden durch die Wörter *Agence pour l'Entreprise et l'Innovation* (Agentur für Unternehmen und Innovation) ersetzt.

2° in Paragraph 1 wird der Absatz 3 durch Folgendes ersetzt :

"Die lokalen Koordinationsstrukturen sind die Partner und bevorzugten lokalen Relaisstellen der Regierung und der *Agence pour l'Entreprise et l'Innovation* bei der Umsetzung und Entwicklung der Politik zur wirtschaftlichen Belebung der Region. Sie führen die Aufgaben der Information, Animation und Nachbarschaftsbetreuung bei den



Betrieben, die in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, aus. In diesem Rahmen führen sie die Maßnahmen aus, die in den Anwendungsbereich der Wirtschaftsbelebung fallen, das heißt alle öffentlichen Aktionen zur Aufwertung und Entwicklung des endogenen Potentials einer Gebietskörperschaft sowohl auf wirtschaftlicher als auch auf industrieller Ebene.“

#### KAPITEL V — *Aufhebende Bestimmungen*

**Art. 22** - Durch das vorliegende Dekret werden das Kapitel I, mit Ausnahme seines Artikels 13, und das Kapitel II des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft außer Kraft gesetzt.

**Art. 23** - Durch das vorliegende Dekret wird das Dekret vom 25. Februar 1999 zur Gründung der "Agence wallonne des Télécommunications", abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2003 und das Dekret vom 30. April 2009 außer Kraft gesetzt.

#### KAPITEL VI — *Übertragung der Rechte und Pflichten*

**Art. 24** - Ab der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt der Rechtshandlung in Sachen Übernahme der "Agence de Stimulation économique" und der "Agence de Stimulation technologique" durch die "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" werden alle Rechte und Pflichten der Gesellschaften "Agence de Stimulation économique" und "Agence de Stimulation technologique" von Rechts wegen auf die Gesellschaft übertragen, einschließlich der öffentlichen Zuschüsse und Einlagen.

Alle sozialen Rechte und Pflichten, zu denen unter anderem aber nicht ausschließlich die automatische Übertragung der laufenden Arbeitsverträge und die Aufrechterhaltung der Rechte und Vorteile der übertragenen Arbeiter gehören, werden ebenfalls an demselben Datum übernommen.

Die Übertragung der Rechte und Pflichten der "Agence de Stimulation économique" und der "Agence de Stimulation technologique" auf die Gesellschaft ist ohne weitere Formalitäten an demselben Datum gegenüber Dritten wirksam.

**Art. 25** - Ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der Rechtshandlung in Sachen Bildung der "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" werden alle Rechte und Pflichten der "Agence wallonne des Télécommunications" von Rechts wegen auf die Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" übertragen, einschließlich aller öffentlichen Zuschüsse und Einlagen.

Alle sozialen Rechte und Pflichten, zu denen unter anderem aber nicht ausschließlich die automatische Übertragung der laufenden Arbeitsverträge und die Aufrechterhaltung der Rechte und Vorteile der übertragenen Arbeiter gehören, werden ebenfalls an demselben Datum übernommen.

Die Übertragung der Rechte und Pflichten der "Agence wallonne des Télécommunications" auf die "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" ist ohne weitere Formalitäten an demselben Datum gegenüber Dritten wirksam.

#### KAPITEL VII — *Inkrafttreten*

**Art. 26** - Die Artikel 16, 17, Absatz 1, 18, Absatz 1, et 19, Absatz 1 treten am Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der Rechtshandlung zur Bildung der "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" in Kraft.

**Art. 27** - Die Artikel 17, Absatz 2, 18, Absatz 2, 19, Absatz 2, 20 und 21 treten am Tag der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt der Rechtshandlung zur Übernahme der "Agence de Stimulation économique" und der "Agence de Stimulation technologique" durch die "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" in Kraft.

**Art. 28** - Artikel 22 tritt am Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der Rechtshandlung zur Übernahme der "Agence de Stimulation économique" und der "Agence de Stimulation technologique" durch die "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" in Kraft.

**Art. 29** - Artikel 23 tritt am Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der Rechtshandlung zur Bildung der "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen  
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien  
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit  
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität  
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments* 876 (2013-2014). Nrn. 1 bis 3.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 27. November 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/207327]

**28 NOVEMBER 2013. — Decreet houdende oprichting van het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort : A.E.I. (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** § 1. Er wordt onder de benaming "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation", afgekort "A.E.I.", hieronder "de vennootschap", een publiekrechtelijke naamloze vennootschap opgericht, waarvan de maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest gevestigd is.

Voor alles wat niet bij dit decreet wordt geregeld, wordt de vennootschap onderworpen aan de bepalingen van het Wetboek der vennootschappen.

De faillissementswet van 8 augustus 1997, de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk concordaat en de artikelen 633, 634 en 645 van het Wetboek der Vennootschappen zijn niet van toepassing op de vennootschap.

§ 2. De vennootschap heeft als doel de door het Waalse Gewest aangewezen operator te zijn om doeltreffende diensten inzake steun en begeleiding voor de economische, technologische en digitale ontwikkeling van Wallonië te verlenen. Ze structureert, voert en beoordeelt daartoe een geïntegreerd, leesbaar en zichtbaar netwerk van operatoren. Daarbij bevordert de vennootschap het ondernemerschap, de groei en de innovatie met inachtneming van de bijzondere bevoegdheden van haar dochtervennootschappen, aan de andere publiekrechtelijke vennootschappen, Agentschappen, organen of diensten van de Regering van Wallonië.

In dit kader begeleidt en ondersteunt de vennootschap de ondernemingen in hun innovatie- en creativiteitsstrategie, waarbij ze hun ontwikkeling steunt en draagt ze, met name via haar dochtervennootschap het "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication (A.W.T.I.C.)" (Waals Agentschap van Informatie- en communicatietechnologie) ertoe bij van Wallonië een digitale expertiseleader te maken.

De vennootschap heeft met name de volgende opdrachten :

1° de prioriteiten van de Regering in geïntegreerde actieplannen die als doel hebben de aan de ondernemingen verleende diensten te bepalen en in doelstellingencontracten vertalen en de opvolging en de evaluatie daarvan waarborgen;

2° de administratieve en financiële opvolging organiseren voor de openbare financiering van de geïntegreerde plannen en de doelstellingencontracten;

3° de opdrachten uitvoeren die haar in verband met haar maatschappelijk doel bij decreet of door de Regering toevertrouwd worden;

4° op eigen initiatief of op verzoek adviezen en aanbevelingen ter attentie van de Regering uitbrengen;

5° in het kader van haar opdrachten een bewakings- en observatierol uitoefenen;

6° een netwerk van openbare en privé-actoren (operatoren) organiseren dat doeltreffend, open en gegrond is op het vertrouwen en de partnerschappen en dat door een geheel van processen gestructureerd wordt;

7° alle methodologieën, instrumenten en proefervaringen, met name inzake bewaking en observatie, die nodig zijn om de uitvoering van de geïntegreerde plannen te bereiken, bepalen en ter beschikking stellen;

8° de voor de beoordeling van de openbare beleidsvormen nodige informatie verstrekken;

9° steunvoorzieningen geheel of gedeeltelijk beheren volgens de bij decreet of door de Regering bepaalde modaliteiten;

10° de professionalisering van de operatoren versterken;

11° een situatie-overzicht van het netwerk van de operatoren opmaken, doelstellingen die ze moeten bereiken, bepalen en hun prestatie evalueren;

12° de toegankelijkheid tot de diensten en bevoegdheden geboden door de operatoren en tot de steunmaatregelen die geheel of gedeeltelijk door het Agentschap worden beheerd, verbeteren om in te spelen op de behoefte van de doelpublieken;

13° innoverende proefacties voorstellen en uitvoeren;

14° de globale communicatie van de vennootschap, met inbegrip van die van haar dochtervennootschappen, waarborgen en coördineren.

De verrichtingen van de vennootschap betreffende de overgedragen opdrachten worden apart in haar rekeningen voorgesteld.

§ 3. De vennootschap wordt ertoe gemachtigd om de gegevens betreffende de ondernemingen, de technologie en de innovatie in het algemeen te ontvangen, te verzamelen en te bezitten om zowel haar toe te laten haar opdrachten uit te oefenen als om de lasten op de gebruikers die ervan afhangen, te verminderen.

§ 4. De vennootschap kan elke dochtervennootschap in de vorm van privaatrechtelijke naamloze vennootschap waarvan ze te allen tijde, rechtstreeks of onrechtstreeks de meeste effecten ter vertegenwoordiging van het kapitaal in bezit heeft, na instemming van de Regering oprichten.

De dochtervennootschappen worden ermee belast het bij hun statuten bepaalde maatschappelijk doel dat de opdrachten die haar bij decreet of besluit van de Regering worden toevertrouwd, kan omvatten, uit te voeren om bij te dragen tot de implementatie van het beleid voor economische en technologische stimulatie.

De dochtervennootschappen zijn openbare vennootschappen opgericht in de vorm van naamloze vennootschap die de principes van dit decreet naleven. Voor alles wat niet bij of krachtens dit decreet of bij hun statuten wordt geregeld, zijn de regels betreffende de handelsvennootschappen op hen van toepassing en worden hun handelingen geacht commercieel te zijn.

De vennootschap heeft met name als dochtervennootschap de publiekrechtelijke naamloze vennootschap genoemd "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication", afgekort "A.W.T.I.C.", die het "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie) vervangt.

§ 5. De vennootschap kan na instemming van de Regering deelnemen in het kapitaal van elke andere vennootschap met een doel dat gelijksoortig aan het hare of verwant met het hare is.

**Art. 2.** De statuten van de vennootschap en haar dochtervennootschappen alsook de wijzigingen ervan worden aangenomen door de Algemene Vergadering en ter goedkeuring voorgelegd aan de Waalse Regering.

De vennootschap en haar dochtervennootschappen kunnen enkel bij decreet vereffend of ontbonden worden.

**Art. 3.** Het verband tussen de vennootschap en haar personeel is van contractuele aard.

#### HOOFDSTUK II. — *Aandeelhouderschap en kapitaal*

**Art. 4.** De vennootschap heeft als aandeelhouders :

1° het Waalse Gewest;

2° de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië);

3° de "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen).

Onverminderd de statutaire bepalingen of een strijdige beslissing van de raad van bestuur mag elke rechtspersoon participaties nemen in het kapitaal van de vennootschap. Het nemen van participaties mag op geen enkel ogenblik de meerderheidsparticipatie van het Waalse Gewest in het kapitaal van de vennootschap in het gedrang brengen. De instemming van de Regering wordt voor dit nemen van participaties vereist.

**Art. 5.** § 1. Het bedrag van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap is 67.500 euro en is volledig volgestort.

De aandelen zijn op naam.

§ 2. Het kapitaal is te allen tijde voor de meerderheid in handen van de aandeelhouder aangewezen in artikel 4, 1°.

§ 3. De vennootschap kan obligaties uitgeven.

#### HOOFDSTUK III. — *Organisatie*

##### *Afdeling 1. — Organen*

**Art. 6.** § 1. De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit maximum dertien leden, verdeeld als volgt :

1° zeven bestuurders waaronder de voorzitter, voorgesteld en aangewezen door de Regering;

2° drie bestuurders uit de wereld van de ondernemingen, waaronder een ondervoorzitster, aangewezen door de Regering op voorstel van de representatieve organisaties van de werkgevers van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië);

3° drie externe bestuurders, waaronder een ondervoorzitster, aangewezen door de Regering voor hun beroeps- of academische ervaringen, en die elk de drie volgende gebieden vertegenwoordigen :

a) de economische ontwikkeling, de niet-technologische innovatie en de creatieve economie;

b) de technologische stimulatie en het onderzoek;

c) de technologie van de informatie en de communicatie en de digitale wereld.

In afwijking van het eerste lid kan elke aandeelhouder die minstens 5 % van het maatschappelijk kapitaal in handen heeft, de benoeming van een bijkomende bestuurder aan de algemene vergadering voorstellen.

De bestuurders die het Waalse Gewest vertegenwoordigen, moeten te allen tijde in meerderheid zijn binnen de raad van bestuur.

De bestuurders worden door de Algemene Vergadering enkel herroepen mits instemming van de Regering.

De bestuurders worden voor vijf jaar benoemd. Wanneer een mandaat van bestuurder vacant is, wordt een plaatsvervanger aangewezen om het mandaat tot afloop ervan voort te zetten.

§ 2. De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur van de vennootschap is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid.

De ambt van directeur-generaal is onverenigbaar met de ambt van bestuurder van de vennootschap.

**Art. 7.** § 1. Er worden binnen de vennootschap een bezoldigingscomité en een directiecomité opgericht.

§ 2. Het bezoldigingscomité heeft als opdracht de individuele bezoldiging van de leden van het directiecomité bij contract vast te stellen en aanbevelingen uit te brengen over het bedrag van de bezoldigingen en allerhande voordelen die toegekend worden aan de leidinggevende personeelsleden van de vennootschap.

Het bezoldigingscomité bestaat uit maximum vijf bestuurders, onder wie de voorzitter.

Het bezoldigingscomité wordt door de voorzitter van de raad van bestuur voorgezeten.

De voorzitter van het directiecomité woont de vergaderingen van het bezoldigingscomité bij behalve voor de dossiers waarvoor zijn persoonlijke toestand wordt onderzocht.

§ 3. Het directiecomité is belast met de leiding van de vennootschap en voert alle nodige of nuttige handelingen uit voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 1, § 2, of toevertrouwd door de Regering.

Het directiecomité bestaat uit de directeur-generaal en zijn adjuncten. Het directiecomité is een collegiaal orgaan. De dienstverantwoordelijken kunnen op de vergaderingen van het directiecomité uitgenodigd worden.

Het directiecomité wordt door een directeur-generaal voorgezeten, die voor het dagelijkse beheer van de vennootschap zorgt en die voor een verlengbare periode van vijf jaar wordt aangewezen.

De directeur-generaal wordt door de raad van bestuur op eensluidend advies van de Regering aangewezen.

**Art. 8.** § 1. Er wordt binnen de vennootschap een technisch comité opgericht waarvan de leden voor vijf jaar worden aangewezen. Dit comité is ermee belast op verzoek van de raad van bestuur of op eigen initiatief adviezen uit te brengen over gebieden betreffende de activiteiten van de vennootschap.

Haar advies wordt ook gevraagd wat betreft het beheerscontract.

§ 2. Dat comité wordt door de Regering aangewezen en bestaat uit :

- 1° één vertegenwoordiger voorgesteld door "Wallonie-Développement";
- 2° één vertegenwoordiger voorgesteld door het economisch samenwerkingsverband van de ondernemings- en innovatiecentra;
- 3° één vertegenwoordiger voorgesteld door de handels- en nijverheidskamers van Wallonië;
- 4° één vertegenwoordiger voorgesteld door de "Entente wallonne des Classes moyennes";
- 5° één vertegenwoordiger afkomstig van de onderzoeksinstituten voorgesteld door WAL-TECH;
- 6° één vertegenwoordiger van Innovatech;
- 7° één vertegenwoordiger van LIEU;
- 8° één vertegenwoordiger van het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waals Agentschap voor Uitvoer);
- 9° één vertegenwoordiger van de FOREm;
- 10° één vertegenwoordiger van het IFAPME;
- 11° één lid voorgesteld door het DOG6 en dat de Departementen Technologische Ontwikkeling en Onderzoeksprogramma's vertegenwoordigt;
- 12° één lid voorgesteld door het DGO6 en dat de Departementen Economische Ontwikkeling en Concurrentiekracht en Innovatie vertegenwoordigt.

De directeur-generaal van de vennootschap alsmede de directeur-generaal van het "A.W.T.I.C." of hun vertegenwoordiger wonen het technisch comité bij.

Naar gelang van de agenda van de vergadering kunnen ook externe deskundigen uitgenodigd worden.

De bestuurders worden op de hoogte gebracht van de door het technisch comité uitgebrachte adviezen.

**Art. 9.** Er wordt een oriëntatiecomité bij de raad van bestuur opgericht.

Het is belast met het overleg met de sociale partners wat betreft de vennootschap en haar dochtervennootschappen.

Het bestaat uit de leden van het directiecomité en uit de vertegenwoordigers van de vakbonden vertegenwoordigd in het bureau van de "Conseil économique et social de Wallonie".

#### *Afdeling 2. — Personeel*

**Art. 10.** De personeelsleden van de vennootschap en van haar dochtervennootschappen hebben in het geval en volgens de modaliteiten bepaald in het arbeidsreglement recht op een politiek verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat of een daarmee gelijk te stellen ambt.

#### *Afdeling 3. — Geldmiddelen*

**Art. 11.** De geldmiddelen van de vennootschap zijn afkomstig van :

- 1° toelagen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest;
- 2° toelagen van publiekrechtelijke rechtspersonen;
- 3° dotaties;
- 4° opbrengsten van haar activiteiten en van haar erfgoed;
- 5° schenkingen en legaten.

De vennootschap kan giften aanvaarden, subsidies krijgen van overheden en in eigen naam, middels de machtiging van de Regering, onteigeningen van openbaar nut verrichten.

#### *Afdeling 4. — Beheerscontract*

**Art. 12.** De vennootschap en haar dochtervennootschappen oefenen hun opdrachten uit volgens de modaliteiten bepaald in een beheerscontract gesloten tussen haar en de Regering.

#### *Afdeling 5. — Controle en activiteitenverslag*

**Art. 13.** De Regering wijst in de vennootschap en haar dochtervennootschappen twee Regeringscommissarissen aan.

De bezoldiging van die commissarissen is ten laste van de vennootschap.

**Art. 14.** Het toezicht op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid van de verrichtingen van de vennootschap en van haar dochtervennootschappen wordt toevertrouwd aan een college van commissarissen-revisoren dat uit maximum drie leden bestaat en dat door de algemene vergadering aangewezen wordt.

**Art. 15.** De raad van bestuur van de vennootschap maakt jaarlijks in de loop van het eerste halfjaar een activiteitenverslag van het vorige jaar op.

Hij legt dit verslag aan de "Conseil économique et social de Wallonie" en aan de "Conseil wallon de la Politique scientifique" (Waalse raad voor Wetenschappelijk Beleid) voor, die binnen dertig dagen gezamenlijk hun opmerkingen meedelen.

Het verslag wordt samen met de opmerkingen van die Raden door de Regering aan het Parlement overgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 16.** In artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren vervalt punt 12° "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie).

**Art. 17.** In artikel 3, § 1, punt 2°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder worden de woorden "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie) vervangen door de woorden "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" (Waals Agentschap van Informatie- en communicatietechnologie).

In artikel 3, § 1, 34°, van hetzelfde decreet worden de woorden "Agentschap voor Economische Stimulering" vervangen door de woorden "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren).

In artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet wordt punt 35° opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, worden de woorden "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie) vervangen door de woorden "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" (Waals Agentschap van Informatie- en communicatietechnologie).

In artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet worden de punten 33° en 34° opgeheven.

**Art. 19.** In artikel 1, § 2, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de decreten van 18 december 2003 en 1 april 2004, worden de woorden "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie) vervangen door de woorden "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" (Waals Agentschap van Informatie- en Communicatietechnologie).

In artikel 1, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "Agentschap voor economische stimulering en het Agentschap voor technologische stimulering" vervangen door de woorden "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap voor Ondernemen en Innoveren).

**Art. 20.** In het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 7, tweede lid, worden de woorden "Agence de stimulation économique (Agentschap voor Economische Stimulering)" vervangen door de woorden "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap voor Ondernemen en Innoveren).

2° In artikel 14, § 2, 2°, worden de woorden "Agence de stimulation économique" vervangen door de woorden "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation";

3° In artikel 14, § 2, 4°, worden de woorden "Agence de stimulation économique" vervangen door de woorden "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation".

**Art. 21.** In artikel 13 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "A.S.E." worden vervangen door de woorden "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap voor het Ondernemen en het Innoveren);

2° in paragraaf 1 wordt het derde lid vervangen als volgt :

"De plaatselijke coördinatiestructuren zijn de gesprekspartners en de bevoorrechte plaatselijke bemiddelaars van de Regering en van het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" wat betreft de uitvoering en de ontwikkeling van het beleid voor economische stimulering van het Gewest. Ze voeren de opdrachten uit inzake de informatieverstrekking aan, de begeleiding van en de buurtbegeleiding bij de vennootschappen die van hen afhangen. In dat kader voeren ze de acties uit die onder het toepassingsgebied van de bepaling van economische stimulering vallen, d.w.z. het geheel van de openbare acties voor de valorisatie en de ontwikkeling van de gebiedseigen potentialiteiten van een territoriaal bestuur zowel op economisch als industrieel gebied."

HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 22.** Bij dit decreet wordt hoofdstuk I, met uitzondering van artikel 13, en hoofdstuk II van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië opgeheven.

**Art. 23.** Bij dit decreet wordt het decreet van 25 februari 1999 tot oprichting van het "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie), gewijzigd bij het decreet van 18 december 2003 en 30 april 2009 opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Overdrachten van de rechten en verplichtingen*

**Art. 24.** Vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte tot opslorping van het "Agence de Stimulation économique" en van het "Agence de Stimulation technologique" door het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" worden alle rechten en verplichtingen van het "Agence de Stimulation économique" en van het "Agence de Stimulation technologique", met inbegrip van alle openbare subsidies en inbrengen, van rechtswege overgedragen aan de vennootschap.

Het geheel van de rechten en van de sociale verplichtingen, waaronder op onvolledige wijze de automatische overdracht van de in uitvoering zijnde arbeidscontracten en het behoud van de rechten en voordelen van de overgedragen werknemers, worden ook op dezelfde datum overgenomen.

De overdracht van de rechten en verplichtingen van het "Agence de Stimulation économique" en van het "Agence de Stimulation technologique" aan de vennootschap kan zonder geen andere formaliteit op die datum tegenover derden inroepbaar worden gemaakt.

**Art. 25.** Vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte tot oprichting van het "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" worden alle rechten en verplichtingen van het "Agence wallonne des Télécommunications", met inbegrip van alle openbare subsidies en inbrengen, van rechtswege overgedragen aan de naamloze vennootschap "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication".

Het geheel van de rechten en van de sociale verplichtingen, waaronder op onvolledige wijze de automatische overdracht van de in uitvoering zijnde arbeidscontracten en het behoud van de rechten en voordelen van de overgedragen werknemers, worden ook op dezelfde datum overgenomen.

De overdracht van de rechten en verplichtingen van het "Agence wallonne des Télécommunications" aan het "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication" kan zonder geen andere formaliteit op die datum tegenover derden inroepbaar worden gemaakt.

#### HOOFDSTUK VII. — *Inwerkingtreding*

**Art. 26.** De artikelen 16, 17, eerste lid, 18, eerste lid, en 19, eerste lid, treden in werking op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte tot oprichting van het "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication".

**Art. 27.** De artikelen 17, tweede lid, 18, tweede lid, 19, tweede lid, 20 en 21 treden in werking op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte tot opslorping van het "Agence de Stimulation économique" en van het "Agence de Stimulation technologique" door het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation".

**Art. 28.** Artikel 22 treedt in werking op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte tot opslorping van het "Agence de Stimulation économique" en van het "Agence de Stimulation technologique" door het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation".

**Art. 29.** Artikel 23 treedt in werking op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte tot oprichting van het "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

---

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement, 876 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, plenaire vergadering van 27 november 2013.*

*Bespreking.*

*Stemming.*